

Pas de trêve de Noël pour les patrons

Il se produit en ce moment certaines modifications des luttes revendicatives qui demandent réflexion.

Le nombre et l'importance des actions dans les entreprises diminuent. S'agit-il d'une trêve de Noël ou de la fatigue du prolétariat devant le peu d'efficacité de ses actions, dû à la passivité des directions syndicales, l'avenir nous le montre; mais il est clair que l'intervention des militants peut être décisive dans cette situation où rien n'est tranché.

La volonté de lutte persiste dans les rangs ouvriers; un indice certain en est le nombre accru de voix remporté par la C.G.T. dans les élections d'entreprise.

Dans le camp de la bourgeoisie, si la discussion se poursuit sur la meilleure politique économique et financière, le gouvernement Gaillard opte lui, pour une politique de hausses, de diminution du pouvoir d'achat, de récession, de chômage. Les licenciements qui atteignent essentiellement l'aéronautique risquent dans ces conditions de n'être que les signes avant-coureur d'un chômage plus répandu. C'est dire les dangers que font courir les directions ouvrières qui freinent le mouvement au lieu de l'organiser.

Par ailleurs ce gouvernement montre l'exemple au patronat en s'opposant pour l'essentiel aux augmentations de salaires et en sanctionnant grévistes et militants. Et il y a, sur ce plan, pour la classe ouvrière, une autre source d'inquiétude que se gardent bien de montrer les directions syndicales qui condamneraient ainsi leur propre politique.

En effet, durant les mouvements d'octobre 57, les patrons se gardèrent bien de provoquer la classe ouvrière. Il faut attendre la fin d'octobre pour que les patrons rassurés sur les projets syndicaux et encouragés par l'Etat-patron se permettent de contre-attaquer. « Tant que les syndicats prôneront la lutte par entreprise, les grèves tournantes comme fin des fins, rien de grave », voilà ce que dit leur comportement.

Deux jours avant le 25 octobre, deux délégués et le secrétaire de la section syndicale de l'usine d'Aubry à Villerupt sont licenciés.

Après le 25 octobre, Monsieur Thomas, ministre des P.T.T., socialiste (l'il dit), avec une rage malsaine, sanctionne (Caen, Chalons). Les Houillères emboîtent le pas. Mais les mouvements se poursuivent, la répression est encore prématurée. Nous voici au 19 novembre avec la grève de la Fonction Publique. Nouvel essai, ce sont notamment 5 facteurs-chefs de Lille qui sont sanctionnés, suscitant la magnifique riposte ouvrière que l'on sait. Les luttes décroissent, la répression précise ses objectifs. Voici quelques exemples:

Le 28 novembre, S.K.F. à Ivry, 4 licenciements.

Fin novembre, Renault-Batignolles à Cholet, 1 délégué licencié.

6 décembre, Dassault à St-Cloud, 10 licenciés dont 2 délégués et le secrétaire du Comité Central d'Entreprise.

7 décembre, Danoy à Ivry, un service de 15 personnes en grève licencié.

Alstom à Tarbes, 5 délégués.

11 décembre, Radio-Technique à Rambouillet, 1 licencié.

13 décembre, Berliet à Lyon, 25 licenciés dont 5 délégués.

Morane à Ossun (Tarbes), 13 licenciés.

25 décembre, le secrétaire C.G.T. Hutchinson, à Montargis, licencié.

31 décembre, un délégué licencié aux Etablissements Lux (Isère).

Japy (Territoire de Belfort) a également ces jours-ci licencié 2 délégués, et Progil 21 travailleurs.

Il ne s'agit là que de licenciements dus à des activités revendicatives. L'on pourrait chercher dans le courant d'octobre par exemple de semblables exemples: il y en a sans doute fort peu.

Il ne s'agit sans doute pas pour le moment d'une répression généralisée, le patronat prend simplement la température.

A la politique de misère, aux menaces de chômage et de répression, les syndicats peuvent-ils opposer les débrayages partiels? Deux exemples répondront pour nous:

Monsieur Blum (fils de Léon) — directeur de Hispano-Suiza par profession et minoritaire socialiste par idéologie — décide le licenciement de 722 travailleurs. Les syndicats protestent énergiquement et la C.G.T. organise des débrayages par atelier. La direction Hispano fait un effort et ne licencie que 641 personnes dont 6 délégués et pas mal de militants syndicaux.

Dassault (Marcel), fabricant d'avions et sénateur, a licencié comme nous l'avons écrit plus haut 10 travailleurs. Les ouvriers ont montré par divers débrayages leur opposition, mais le mouvement reste isolé, sans perspective d'élargissement. Dassault, le 18 décembre, reprend trois travailleurs dont un délégué et accorde 6.000 fr. de prime.

Qui a marqué des points? Pas nous mais eux, les patrons et leurs loyaux gérants.

Et pourtant de grandes possibilités existent. Le mouvement de Lyon autour de Berliet en est bien une nouvelle preuve ainsi que de la façon dont on émousse la combativité ouvrière par la particularisation et les grèves tournantes.

Durant plusieurs semaines, les 13.000 métallos de chez Berliet dans de larges proportions accomplirent une série de débrayages. Ils veulent 30 francs. Les travailleurs chez Zenith, Ventil, S. W. Centrex, Curtix, Normacem, Electrotubes, F.A.R., S.I.G.M.A., font preuve de la même ré-

solution et ont le plus souvent la même revendication essentielle: les 30 francs. Parallèlement se développent des actions importantes dans le Textile de la région lyonnaise. D'innombrables preuves de grande combativité existent — pourcentage de grévistes, suite durant des semaines de mouvements limités. Il était clair qu'il fallait appeler à la préparation de la grève générale, constituer dans chaque usine, chaque corporation des comités de grève élus — culminant dans un comité central — organiser des mouvements d'avertissements coordonnés, préparer ouvertement la grève générale. Il n'en a rien été.

Le 6 décembre, à la suite d'un incident plus ou moins recherché, la direction de Berliet lockoute. A l'appel de la C.G.T., l'essentiel des entreprises métallurgiques du Lyonnais réagissent vigoureusement, mais la direction limite l'action à des débrayages; la grève générale était possible; mais devant l'épreuve de force la C.G.T. recule. Le 12, après un accord Berliet-syndicats, le travail reprend, la direction accorde 9 à 15 fr. La C.G.T. parle de succès. Le 13, 25 licenciés dont 5 délégués. Le mouvement « continue dans l'entreprise sous d'autres formes », c'est la fin. Ce n'est pas une grande défaite, c'est un échec. Ce pouvait être l'origine d'une grève générale en France, le renversement de politique, l'indépendance de l'Algérie. Il n'en reste plus qu'un certain malaise parmi les ouvriers lyonnais, de ces malaises qui permettent la dictature ouverte de la bourgeoisie.

Il n'est pas trop tard, loin de là, il y a encore plus de possibilités que de dangers. L'intervention de militants résolus peut dans cette situation jouer un rôle très important pour un programme revendicatif unitaire, pour la préparation de la grève générale.

Lucien COLLONGES.

NOTES ECONOMIQUES

Les perspectives de vente d'automobiles neuves aux Etats-Unis pour 1958 sont mauvaises. « Automobile Reports » de Ward prévoit une baisse des ventes de 8 %.

Chrysler arrêterait la fabrication des « Dodge » et « De Soto » pour 2 semaines.

Dans la semaine se terminant le 22 décembre les opérations sur l'acier étaient les plus faibles depuis plus de trois ans.

L'index des Banques Fédérales de réserve indique un déclin général de la production.

Les statistiques du ministère du travail montrent que l'horaire moyen de travail dans les usines a baissé en novembre pour le quatrième mois consécutif. Il a atteint son point le plus bas depuis 1949.

La plupart des actions étaient en baisse fin décembre à la Bourse de New-York: 18 sur les 20 plus importantes.

On estime que les baisses à la Bourse de New-York dans la semaine qui précéda la Noël ont entraîné une élimination de 6 milliards de dollars sur la valeur des actions cotées.

Baisse des prix des matières premières mondiales.

Depuis juin 1955 jusqu'à octobre 1957, l'indice Reuter des prix de gros à l'importation au Royaume Uni a baissé d'environ 11 %.

Production d'acier aux Etats-Unis.

Depuis plusieurs mois, la production d'acier va en déclinant. Ainsi, pour la fin de l'année

1957, elle n'atteignait plus que 50 % de la capacité de production. C'est un des signes les plus caractéristiques de la récession dans laquelle se trouve incontestablement engagée l'économie américaine. Réduction de la production des aciéries signifie diminution de la vente de nombreux biens de consommation et surtout diminution des investissements. Sur ce dernier point on mentionne le chiffre de 7 à 8 % comme réduction des estimations de 1958 par rapport à 1957.

Chômage.

Le chiffre des chômeurs s'est élevé à 3.200.000 en novembre 1957 (5,1 % de la main-d'œuvre). Les prévisions sont de 4 millions en février 1958.

Réductions de stocks aux U.S.A.

Bien que des chiffres précis n'aient pas encore été fournis, on est certain qu'on assiste à une tendance générale à la liquidation des stocks depuis décembre 1954. Cela a déjà entraîné une diminution de la production industrielle et ne manquera pas de l'accroître.

Les docteurs tant-mieux affirment que cette opération de liquidation des stocks préparera une reprise de la production industrielle. C'est vrai... mais dans quel délai? Récession ou crise, cela commence par la liquidation des stocks en même temps que le ralentissement de la production, si ce n'est son arrêt. Le temps que cela dure, c'est le temps de la récession ou de la crise. Bien sûr, aussi longtemps que le capitalisme existera, à un moment donné la crise aura rempli sa fonction... et la production redémarrera.